

# **Petites et moyennes entreprises : le faux argument**

vendredi 23 mars 2007, par [LEMAITRE Yvan](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mars 2007).

**Dans cette campagne, les PME sont souvent prises en exemple pour démontrer qu'il est impossible d'appliquer des mesures privilégiant les conditions de vie des salariés.**

Il est un lieu commun sur lequel s'accordent Sarkozy, Royal ou Bayrou, c'est que les PME seraient le moteur de la croissance, et donc de la lutte pour l'emploi. À condition, bien sûr, de leur en donner les moyens : facilité d'embaucher et de licencier, baisse du coût du travail - donc des charges sociales -, subventions... Il y a là une escroquerie qui ne vise qu'à justifier une politique favorable au profit contre les salariés. C'est au nom de cette fausse évidence que les exigences des travailleurs sont rejetées, car l'économie ne pourrait les supporter, et elles se retourneraient contre eux à cause des faillites... Et nos avocats du patronat d'invoquer les entreprises de moins de dix salariés, les artisans, en particulier ceux qui croulent sous le travail et qui pourraient embaucher si on leur en donnait les moyens...

L'argumentation part du principe que toute politique économique doit accepter le carcan de la logique du Medef, celle de l'économie de marché, de la concurrence et du profit. Au nom de cette logique, le Smic à 1 500 euros net et tout de suite, voyez-vous, c'est irréaliste, voire une franche folie : l'économie ne le supporterait pas ! En revanche, 100 milliards de profits, dont 40 milliards sont distribués sous forme de dividendes, c'est le bonheur pour l'économie, la croissance ! Sauf que l'emploi ne suit pas. Qu'à cela ne tienne, il faut encore diminuer les charges, bloquer les salaires...

Si l'on ne se plie pas à la logique des patrons et des banquiers, les choses se discutent en d'autres termes. D'abord, bien des PME sont des entreprises florissantes, qui auraient largement les moyens d'absorber une augmentation du Smic à 1 500 euros, de l'ensemble des salaires de 300 euros et d'embaucher. Ensuite, les PME qui ont des difficultés entraînant des licenciements, comme par exemple les équipementiers automobiles, sont sous la dépendance de leurs donneurs d'ordre, les grands groupes, qui auraient largement les moyens d'aider leurs sous-traitants à faire face aux difficultés de trésorerie. Mais cela supposerait de prendre sur les profits, alors que ces PME sont des éléments indispensables à la stratégie de ces grands groupes donneurs d'ordre, qui imposent des conditions draconiennes. La politique d'externalisation n'a d'autre objectif que de donner une plus grande marge de manœuvre aux grands groupes au détriment des sous-traitants. C'est l'objectif d'EADS, quand il vend deux de ses usines. À cette pression, s'ajoute celle des banques.

## **Logique dévastatrice**

Les PME participent à tel point à générer des profits qu'elles sont aussi l'objet des spéculations des fonds d'investissement. Ces derniers achètent des entreprises en difficulté en empruntant de l'argent qu'ils remboursent avec les fonds de ces dernières dans le même temps qu'ils les rentabilisent (licenciements, intensification du travail, subventions locales...), puis ils les revendent pour réaliser une plus-value. On le voit bien, c'est la logique du profit qui étouffe l'activité

économique. Et ce n'est qu'une politique d'ensemble qui pourrait résoudre la question de l'emploi, du pouvoir d'achat, tout en faisant face aux besoins de la production. Cela suppose que la politique des grands groupes soit contrôlée par leurs salariés en rapport avec ceux des sous-traitants et de la population, de l'État. Cela suppose que les organismes financiers, banques, fonds d'investissement, etc., soient, eux aussi, sous le contrôle des salariés et de l'État pour qu'ils aident réellement au fonctionnement de l'économie au lieu de la rançonner.

La question se pose de façon encore plus aiguë pour les artisans. La pression des banques est encore plus grande, celles des fournisseurs, des sociétés de distribution, comme pour les agriculteurs... Pour qu'ils puissent embaucher, répartir le travail, faudrait-il qu'ils soient libérés des contraintes du crédit. Prétendre que l'on peut lutter contre le chômage en diminuant les coûts du travail est un mensonge cynique. Une telle politique ne vise qu'à dégager toujours plus de profits de l'activité économique et sociale, mise en coupe réglée par les gros actionnaires, les fonds d'investissement. Ces derniers drainent dans leur coffre les richesses produites par l'ensemble des travailleurs de ce pays par l'intermédiaire d'un vaste réseau financier, industriel, commercial. Diminuer les coûts, c'est augmenter les profits.

Rompre avec cette logique dévastatrice, c'est augmenter le pouvoir d'achat, permettre aux travailleurs, à la population, d'exercer leur contrôle, afin que l'ensemble des ressources financières, des instruments de production ou de commerce soit mis au service de la collectivité.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2198 du 22 mars 2007.